



Avec l'appui financier de:



FONDATION LÉO-CORMIER
POUR L'ÉDUCATION AUX DROITS

LUTTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES, TRANSITION ET DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Bilan de la journée de réflexion organisée par le Ligue
des droits et libertés le 24 novembre 2017



La Ligue des droits et libertés (LDL) est un organisme à but non lucratif, indépendant et non partisan, issu de la société civile québécoise et affilié à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). Depuis plus de 50 ans, elle milite en faveur de la défense et de la promotion de tous les droits humains reconnus par la Charte internationale des droits de l'homme.

Remerciements

La LDL tient à remercier l'ensemble des participant-e-s à la journée de réflexion ainsi que les deux panelistes. Elle remercie également les membres du comité environnement pour l'organisation de la journée, le soutien logistique, l'animation, la prise de notes et la relecture du bilan.

Les propos et opinions exprimées dans ce bilan reflètent des discussions entre personnes qui intervenaient en leur propre nom, et n'engagent ni la Ligue des droits et libertés, ni aucune autre organisation.

Ligue des droits et libertés

516, Beaubien est,
Montréal (Québec), H2S1S5
Téléphone : 514-849-7717, poste 21
Télécopieur : 514-849-6717
Courriel : info@liguedesdroits.ca
Site internet : www.liguedesdroits.ca

Mars 2018

TABLE DES MATIÈRES

1. CONTEXTE	3
2. OBJECTIFS ET STRUCTURE DE CE BILAN	4
3. BREF RÉSUMÉ DES PRÉSENTATIONS INTRODUCTIVES	4
4. LIENS ENTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LES DROITS HUMAINS	7
5. MOBILISATION, ALLIANCES ET DÉVELOPPEMENT DE PRATIQUES DE CONVERGENCE	10
6. CONCLUSION.....	16
7. QUELQUES RESSOURCES POUR EN SAVOIR PLUS.....	17

1. CONTEXTE

Le néolibéralisme et le colonialisme, dont les effets sont dévastateurs en termes de violations de droits et d'inégalités, prévalent aussi au niveau des changements climatiques. Les enjeux de pauvreté, de racisme, d'insécurité alimentaire, de santé, de logement et plusieurs autres atteintes aux droits que nous dénonçons sont déjà aggravés par les effets des changements climatiques et le seront encore davantage dans les décennies à venir, au Québec comme ailleurs dans le monde.

La Ligue des droits et libertés (LDL) est préoccupée non seulement par les effets des changements climatiques sur les droits humains, mais aussi par les différentes propositions de transition énergétique qui sont sur la table car elles pourraient aggraver les violations de droits et les inégalités plutôt que de les contrer. Nous constatons que du côté des gouvernements, la logique néolibérale prévaut ici aussi: on met l'accent sur des solutions individuelles, financiarisées et technologiques; et on fait fi des processus démocratiques. Des sommes massives sont en jeu et l'industrie y voit déjà d'importantes opportunités d'affaires. Les droits humains et les inégalités (internes et internationales) sont quasi absents des considérations gouvernementales.

Devant ce contexte, nous considérons qu'il est urgent d'échanger entre militant-e-s de différents secteurs pour que cette transition, somme toute nécessaire, se fasse dans le respect des luttes sociales. Il nous faut pour cela nous approprier ces enjeux et explorer ensemble à la fois les liens avec les luttes que nous menons et les occasions que nous pourrions saisir pour mettre l'avancement des droits humains et la justice sociale au cœur des perspectives de transition.

La LDL a donc invité des militant-e-s de différents secteurs à participer à une journée de réflexion visant à :

- Explorer collectivement les opportunités, les risques et les conditions nécessaires pour que la transition et l'adaptation aux changements climatiques permettent de faire avancer les droits économiques, sociaux et culturels et de faire reculer les inégalités;
- Réfléchir aux pistes et aux avenues que nous pourrions porter ensemble pour un plus grand rapport de force;
- Renforcer les solidarités entre nos luttes.

La LDL souhaite remercier la Fondation Léo-Cormier pour son appui financier à l'organisation de cette journée. Elle tient aussi à remercier le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) pour sa contribution à l'organisation de cet événement, qui s'inscrit dans une collaboration de longue date pour tisser des ponts entre les luttes écologistes et l'avancement des droits humains.

2. OBJECTIFS ET STRUCTURE DE CE BILAN

La LDL s'était engagée à produire un bilan de la journée pour permettre aux participant-e-s de conserver une trace des grandes lignes de ce qui y a été discuté. Ce bilan vise aussi à offrir aux personnes qui n'ont pas pu participer la possibilité de connaître le contenu des échanges et d'alimenter la réflexion collective sur ces questions importantes.

Ce bilan n'est ni exhaustif, ni chronologique. Il débute par un résumé des interventions introductives, pour ensuite présenter plusieurs éléments qui sont ressortis des discussions ayant eu lieu tout au long de la journée. Il se termine par une brève conclusion.

Il est aussi important de préciser que puisque les participant-e-s étaient divisé-e-s en ateliers et que le temps était limité, les différentes propositions dont nous ferons état n'ont pas nécessairement été discutées collectivement. Il ne s'agit donc pas de consensus, mais d'idées qui ont émergé et que nous rapportons.

Notons aussi que les personnes présentes ne portaient pas de rôle de représentation bien qu'étant invité-e-s sur la base de leur engagement.

3. BREF RÉSUMÉ DES PRÉSENTATIONS INTRODUCTIVES

3.1. DE LA LUTTE AUX PROJETS D'HYDROCARBURES À LA LUTTE POUR UNE TRANSITION PORTEUSE DE JUSTICE SOCIALE

Carole Dupuis est coordonnatrice générale et porte-parole du Regroupement vigilance hydrocarbures Québec et membre du comité de coordination du Front commun pour la transition énergétique. Dans son intervention, Carole Depuis a d'abord rappelé que dans le cadre de l'Accord de Paris (2015), 195 États se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) afin de stabiliser le réchauffement climatique dû aux activités humaines « nettement en dessous » de 2°C et à renforcer les efforts pour atteindre la cible de 1,5°C d'ici 2100, par rapport à l'ère préindustrielle.

Le Canada comme le Québec ont annoncé des cibles de réduction des émissions de GES pour 2020 et 2030 qui sont très difficilement atteignables en raison principalement de leurs investissements dans les énergies fossiles. Trois grandes orientations risquent de nous amener à rater nos cibles :

- Le transport du pétrole de l'Ouest : même si la bataille d'Énergie Est a été gagnée, le transport peut se faire via les pipelines existants, les wagons-citernes et les navires-citernes.
- L'extraction d'hydrocarbures au Québec : malgré la crise des gaz de schiste, 28 puits ont été forés dans les basses-terres du Saint-Laurent entre 2007 et 2010. Le cadre législatif mis en place de 2012 à 2017 permet la fracturation, n'exclut aucun territoire, donne des droits réels immobiliers sur le sous-sol et des droits d'expropriation. Des droits ont été vendus sur 53 000 km² de terres privées et publiques au Québec sans que les Québécois-e-s aient donné leur permission ou

aient même été informés. L'État est responsable des puits après la fermeture. Les distances séparatrices sont insignifiantes.

- Le mythe du gaz naturel comme énergie de transition : alors que l'industrie comme le gouvernement vantent les mérites du gaz naturel, Damon Matthews du GIEC affirme que tous les gains associés à cette source d'énergie sont pour ainsi dire annulés par les émissions de méthane. De plus, des investissements dans des infrastructures de gaz naturel dureraient des décennies, au détriment de d'autres investissements plus porteurs. Or, le gouvernement du Québec apporte un soutien politique et financier proactif et assidu à l'industrie du gaz naturel. La voie royale de la transition n'est pas le gaz naturel, ni même les énergies renouvelables, mais bien l'économie d'énergie.

Des citoyen-ne-s, organisations environnementales, groupes autochtones et autres organisations de la société civile opposés au développement des hydrocarbures ont unifié leurs forces pour créer le Front commun pour la transition énergétique (constitué en OBNL en 2017). La mission du Front est «de rassembler et de mettre en synergie les efforts des groupes citoyens et écologistes, des groupes des Premières Nations et des ONG environnementales, visant à induire des choix collectifs responsables en ce qui concerne la production, la consommation et le transport des hydrocarbures». Jusqu'à maintenant, la création du Front a notamment permis le partage d'information et concertation stratégique, de bons coups médiatiques, de créer un pôle d'attraction pour divers acteurs sociaux et de jeter les bases d'une position sur la transition. Le Front commun pour la transition énergétique a ainsi développé des critères d'une transition énergétique porteuse de justice sociale: cibles de réduction de GES; transformations majeures; analyses systémiques; droits humains; transition juste pour les communautés, les travailleurs et travailleuses; processus démocratique; respect de la biodiversité; ainsi que finances et responsabilité commune mais différenciée.

3.2. LA TRANSITION DANS UNE PERSPECTIVE DE JUSTICE SOCIALE : LA DÉMARCHE DU LEAP

Bilan Arte est responsable des communications pour l'organisation The Leap. Elle a présenté la démarche du Leap qui inscrit la transition dans une perspective de justice sociale.

Leap est une nouvelle organisation dédiée à la transformation des systèmes qui tuent notre planète et ses habitant-e-s. Elle fait le lien entre les crises urgentes de notre temps - le changement climatique, le colonialisme et le racisme, le genre et l'inégalité économique - et propose des solutions qui les abordent de manière holistique. Leap conteste l'idée que le seul chemin réaliste est un petit changement progressif. Son travail est basé sur trois axes: la communication, la collaboration et l'expérimentation. [Pour en savoir plus.](#)

Dans son intervention, Bilan nous a présenté les 15 principes de ce manifeste :

- Respect des droits inhérents et du titre des gardiens d'origine de cette terre, en commençant par appliquer pleinement la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones;
- Économie 100% propre d'ici 2050, et changement qui commence maintenant.

- Aucun nouveau projet d'infrastructure nous enfermant dans des décennies d'extraction accrue dans le futur;
- Démocratie énergétique: autant que possible, les communautés devraient contrôler collectivement les nouveaux systèmes d'énergie propre. Les Peuples autochtones et autres personnes en première ligne de l'activité industrielle polluante devraient être les premiers à recevoir le soutien du public pour leurs propres projets;
- Programme universel pour construire et rénover des logements éconergétiques, en veillant à ce que les communautés à faibles revenus en bénéficient en premier;
- Train à grande vitesse alimenté par les énergies renouvelables et transport en commun abordable qui réunissent toutes les collectivités de ce pays;
- Formation et ressources pour les travailleuses et travailleurs dans des emplois intensifs en carbone;
- Investissements dans notre infrastructure publique en déclin afin qu'elle puisse résister à des phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents;
- Système agricole plus localisé et écologique pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles, absorber les chocs dans l'approvisionnement mondial - et produire des aliments plus sains et plus abordables pour tous;
- Fin de tous les accords commerciaux qui interfèrent avec nos tentatives de reconstruire les économies locales, de réglementer les entreprises et d'arrêter les projets d'extraction dommageables;
- Statut d'immigration et protection complète pour tous les travailleuses et travailleurs. Les Canadien-ne-s peuvent commencer à rééquilibrer la justice climatique en accueillant les personnes réfugiées et migrantes en quête de sécurité et d'une vie meilleure;
- Élargissement des secteurs déjà sobres en carbone: la prestation de soins, l'enseignement, le travail social, les arts, médias d'intérêt public, etc.



4. QUELQUES LIENS ENTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LES DROITS HUMAINS

Les échanges qui ont eu lieu tout au long de la journée ont d'abord permis de confirmer non seulement l'existence de liens étroits entre la lutte aux changements climatiques les luttes menées par les groupes sociaux, mais aussi de partager des exemples vécus à cet égard. Nous donnerons ici un aperçu non-exhaustif des liens qui ont été soulevés. Bien que nous ayons regroupés certains éléments pour faciliter la lecture, toutes ces questions sont bien sûr liées.

Personnes réfugiées

Alors que les personnes réfugiées liées au climat sont et seront de plus en plus nombreuses, on fait le parallèle avec notre difficulté à développer un discours sur les migrations économiques, en particulier les migrations liées aux industries canadiennes (exemple: Alcan en Guinée-Bissau). Le discours connu et accepté porte presque exclusivement sur les demandes de statut de réfugié pour des motifs politiques, alors que les migrations économiques sont importantes. La destruction de l'environnement des pays des personnes migrantes, notamment par des compagnies canadiennes, est occultée. Les personnes fuient d'abord la campagne ravagée, puis les dangereux bidonvilles. Elles se trouvent à devenir réfugiées économiques alors que leur parcours est aussi d'ordre environnemental. Des outils comme la BD de l'AQOCI¹ peuvent aider à faire connaître les types de migrations, les histoires qui génèrent les conditions qui poussent aux migrations.

Saurons-nous accueillir les nombreuses personnes déplacées par le climat? On soulève des préoccupations par rapport au racisme et à la stratégie du choc par laquelle on crée des ennemi-e-s factices et détourne des réels enjeux sociaux ou environnementaux. Des liens avec les luttes antiracistes sont à faire. D'un autre côté, ce pourrait être l'occasion de développer des solidarités et de mettre en évidence de la responsabilité du Canada dans les migrations économiques et écologiques, les deux étant liées.

Agriculture et alimentation

Les enjeux liés à l'agriculture et à l'alimentation reviennent à de nombreuses reprises et se posent comme des enjeux majeurs.

Nous produisons assez pour nourrir le monde deux fois, le problème de l'agriculture en est donc davantage un d'accès et de distribution. Mondialement, la paysannerie nourrit le monde, mais pas les grandes industries, ce qui peut orienter des stratégies.

Les changements climatiques posent d'immenses défis pour le secteur agricole, s'ajoutant au problème de santé des terres et aux enjeux d'accès. Or, nous devons nous méfier de l'«agriculture intelligente» et du marketing vert de la grande industrie. Il est proposé de s'intéresser plutôt à l'agroécologie ou la permaculture, qui considèrent la dimension

¹ Fidèle à la tradition de produire une bande dessinée pour la Semaine du développement international, l'AQOCI a choisi de raconter le parcours de personnes d'origine haïtienne ayant dû fuir les États-Unis de Trump pour demander l'asile au Canada à l'été 2017. Voir : file:///C:/Users/Communication/Downloads/livret2018_low.pdf

humaine de l'agriculture et partent d'une vision holistique. En même temps, il faut sortir du «projet cute» et penser à une échelle qui soit à la hauteur des défis.

L'agriculture est indissociable du problème de l'insécurité alimentaire et l'alimentation est un angle important dans la lutte à la pauvreté, surtout avec les coupures. La localisation de la production apparaît ici une hypothèse importante: la production devrait être décentralisée et les investissements devraient aller vers des infrastructures orientées vers la sécurité alimentaire, en particulier pour répondre aux besoins immédiats, mais dans une perspective de long terme. On note que le [rapport Pronovost](#) a été tabletté, mais qu'il amenait certaines propositions intéressantes pour le Québec. Comment pourrions-nous rendre accessible la nourriture de proximité pour les personnes en situation de pauvreté? Par des épiceries à but non lucratif ou étatiques? Des coopératives de solidarité paysannes?

La question du droit à l'alimentation et les enjeux de l'agriculture ne peuvent pas être dissociés des enjeux liés aux droits des travailleuses et travailleurs dans le secteur agricole. On souligne en particulier la situation des travailleuses et travailleurs migrants, qui vivent des violations de droits majeures. Comment s'assurer de l'accessibilité du prix des aliments tout en garantissant des conditions de travail dignes aux travailleuses et travailleurs du secteur agricole ainsi qu'aux paysan-ne-s? Un obstacle important à ce niveau vient de la compétition entre les produits agricoles locaux et importés, qui génère des difficultés à trouver de la main d'oeuvre et contribue à l'appauvrissement des productrices et producteurs (surtout pour ce qui n'est pas sous la gestion de l'offre) en créant une compétition déloyale. De plus, les subventions, qui résultent de choix politiques, favorisent les grandes industries agroalimentaires (qui détruisent souvent l'agriculture locale) plutôt que la paysannerie et l'agriculture biologique.

Le travail des paysan-ne-s et leur contribution dans la production alimentaire mériteraient d'être mieux compris et valorisé, mais aussi considéré comme une voie de possibilité réelle de transformation socio-économique, voire politique.

Travail

Dans le cas de l'agriculture comme dans d'autres secteurs, celles et ceux qui font des choix alternatifs et viables se trouvent à faire face à des défis humains d'auto-exploitation ou d'exploitation des autres.

On souligne que dans l'ensemble, les personnes qui ne contribuent pas à l'économie néolibérale et ont des activités plus compatibles avec le soin des autres et de la planète se retrouvent très souvent en situation de précarité. Ainsi, il y a un parallèle à faire avec les paysan-ne-s, les artisan-ne-s, les artistes, les personnes qui travaillent dans les services sociaux, les écologistes, etc. Dans tous ces cas, le manque de soutien financier, notamment de l'État, à ces secteurs joue un rôle important.

Du côté des travailleuses et travailleurs syndiqué-e-s, les conditions de travail sont au cœur des enjeux de luttes aux changements climatiques. Les syndicats peuvent jouer un rôle important, par exemple pour sortir du paradigme «emploi ou environnement» et pour proposer des mesures d'accompagnement dans les secteurs touchés par la transition (ex: industrie pétrolière). Cette contribution syndicale aux enjeux de transition n'est pas simple pour autant et pose plusieurs défis. Par exemple, la place des travailleuses et travailleurs

non-syndiqué-e-s, la reconnaissance du travail non-salarié, des personnes qui ne « travaillent pas » (attention aux mesures d'«inclusion par l'emploi») ou encore la notion de salaire décent, alors que les salaires de certaines industries destructrices sont perçus comme mirobolants. Par ailleurs, les syndicats sont soumis au contexte néolibéral qui met de la pression sur la part de leurs ressources vouée aux luttes sociales. La délicate question des rôles actuels et potentiels des fonds d'investissements liés aux syndicats est évoquée, en particulier quant aux énergies fossiles et aux violations de droits commises par les compagnies.

Mesures écologiques et exclusion

Les mesures écologistes ont trop souvent des effets d'exclusion et d'aggravation des violations de droits pour les personnes en situation de pauvreté, racisées et marginalisées. On donne notamment les exemples de factures d'électricité ou d'efficacité énergétique au niveau des logements. De plus, plusieurs mesures individuelles (voitures électriques, aliments biologiques) ne sont tout simplement pas accessibles pour les personnes en situation de pauvreté, qui vont se sentir coupables et exclues de la possibilité de contribuer à la protection de l'environnement. Comment s'assurer que les mesures de transition n'aggravent pas les inégalités, et au contraire s'inscrivent dans une perspective de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale?

Par exemple, certaines revendications liées au transport ne sont pas accessibles aux personnes en situation de pauvreté (ex : voiture électrique ou crédit d'impôts). Or, la mobilité fait aussi partie des droits humains, et les personnes en situation de pauvreté n'y ont peu ou pas accès. En ce sens, la tarification sociale pour les personnes à faible et très faible revenu, ou encore la gratuité du transport en commun, pourrait être une revendication intéressante à mettre de l'avant, qui serait à la fois climatique et sociale. Outre la mobilité, le cas du projet de ligne rose à Montréal soulève le problème de la gentrification – et donc de la hausse des prix des loyers et de l'exclusion – pour la population habitant à proximité de la future ligne de métro, en particulier à Montréal Nord. On ne peut pas financer les transports en commun en misant sur l'augmentation de la valeur foncière, ce qui serait désastreux pour le droit au logement. Comment assurer une amélioration de la qualité de vie dans les quartiers (ex: espaces verts) et de l'accès au transport en commun sans qu'il y ait gentrification? Cela demande de tenir compte de ces enjeux dans nos analyses et revendications, qui pourraient mener vers plus de réglementation, des réserves de terrain, le développement du logement social, voire une révision du mode de financement des municipalités. Cela pose aussi la question de la marchandisation du logement, nous amenant ainsi à réfléchir de façon plus systémique

Accords commerciaux

Les accords internationaux, notamment le chapitre 11 de l'ALÉNA², constituent un obstacle majeur dans une mise en œuvre de virage vers une transition juste. À ce sujet, des liens pourraient être développés avec les luttes du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC).

² L'article 11 limite le pouvoir de l'État de réglementer ou de légiférer sur une question si un tel geste limite le droit acquis d'une entreprise.

5. MOBILISATION, ALLIANCES ET DÉVELOPPEMENT DE PRATIQUES DE CONVERGENCE

Le cœur des échanges ont porté sur la question des alliances et du développement de pratiques de convergence entre les luttes sociales et les luttes aux changements climatiques – voire de reconnaître et nourrir le caractère intrinsèquement social de ces dernières.. Plusieurs interventions ont aussi porté sur la nécessité d'élargir la mobilisation autour de ces questions – et des défis que cela pouvait représenter.

5.1. SUR LA NÉCESSITÉ DE S'ALLIER ET DE DÉVELOPPER DES PRATIQUES DE CONVERGENCE

Les interventions ont fait ressortir l'importance de sortir des silos et de travailler ensemble. Les luttes sociales et les luttes des écologistes sociaux partagent des ennemis communs et des visées communes. Il y a ainsi un intérêt stratégique à unifier nos forces: en nombre, en expériences humaines et organisationnelles, ainsi qu'en connaissances (finesse de l'analyse terrain et théorique).

Présentement, sur le front écologiste, les groupes sont en train de perdre, ou à tout le moins de ne pas gagner assez vite, ce qui se ressemble vu la dégradation accélérée des milieux de vie. Or, les luttes écologistes perdues ont des conséquences majeures sur le plan social et exacerbent les inégalités. De plus, si des ponts ne sont pas faits entre les secteurs, les solutions environnementales proposées tendront à être de plus en plus «de droite», insensibles aux inégalités au nom d'un supposé pragmatisme tendancieux. Les écologistes sociaux, qui seraient plus à même de faire avancer un plan porteur, ne disposent pas d'un rapport de force suffisant présentement. D'où la nécessité de travailler avec les groupes sociaux pour avancer ensemble dans un plan de transition respectueux des écosystèmes et des droits humains. La question se pose: comment faire plus d'alliances sans que ce soit plus lourd?

Les fronts de lutte se multiplient, même dans un même « secteur ». Les militant-e-s et les groupes se trouvent bombardés de toutes parts. En même temps, on peut se demander si la question des changements climatiques serait vraiment un dossier supplémentaire pour les groupes sociaux, si cette question était abordée sous l'angle des liens existant avec chacune des luttes que ces groupes mènent déjà (travail, logement, alimentation, racisme, etc.).

Faut-il faire des nouveaux choix d'alliances, des réalignements? Changer nos tables, les sujets/éléments de nos convergences? Participer activement au sein d'organismes et de lieux de concertations existants? On nomme par exemple le Réseau québécois sur l'intégration continentale, le Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises, la Coalition Mains rouges, le Front commun pour la transition énergétique, etc. Une piste serait que certaines personnes présentes à plus d'une de ces instances fassent des ponts.

5.2. DES DÉFIS À SURMONTER

Les participant-e-s à la journée ont nommé plusieurs défis à surmonter dans le travail de mobilisation et le développement d'alliances et de pratiques de convergence entre les luttes pour les changements climatiques et les luttes sociales.

Le travail en silo à l'intérieur même des secteurs

Même entre les groupes d'un même secteur, le travail se fait encore trop souvent en silos. Chaque univers a un langage et un cadre d'analyse qui lui est propre, ce qui va jusqu'à des guerres intestines entre perspectives différentes. Cette situation rend les connexions compliquées.

Dépolitisation des luttes écologistes

Du côté des groupes écologistes, la part du spectre environnemental qui occupe l'espace public est souvent apolitique, voire régressive dans certains cas, ce qui nuit à la possibilité d'alliances. Les perspectives d'écologie sociale, qui pourraient être davantage porteuses d'alliances, sont presque absentes de l'espace public. Il en résulte une instrumentalisation des luttes écologistes à des fins régressives, ainsi que des campagnes individualisantes et culpabilisantes, surtout pour personnes appauvries. On peut penser par exemple aux effets sur les personnes à faible revenu de toutes les mesures qui visent à limiter la consommation en augmentant les coûts de certains produits, ou encore des mesures punitives comme des amendes pour les personnes qui ne recyclent pas. On mentionne aussi les politiques de natalité et leurs effets discriminatoires sur les corps des femmes racisées.

La dépolitisation des luttes écologistes peut aussi résulter de choix stratégiques pour éviter de s'aliéner le gouvernement et ainsi accéder à des ressources permettant de mener des luttes qui sont par ailleurs nécessaires. On parle alors des enjeux en termes seulement biophysique: ce qui est incontournable mais aussi très réducteur. On parle de l'humanité comme d'un tout homogène, lisse, sans rapports de pouvoirs. La dépolitisation des luttes va de pair avec une individualisation des problèmes et des solutions. Les solutions collectives sont techniques et appartiennent aux experts. Elles passent de plus en plus par la voie de la financiarisation (bourses carbone, assurances, etc.). N'oublions pas que le secteur environnemental est scandaleusement sous-financé à la mission: ce n'est pas sans conséquences.

Freins à la mobilisation et à la capacité de réappropriation du discours

Au cours de la journée, les participant-e-s ont nommé plusieurs éléments qui freinent la mobilisation et la possibilité pour les personnes de s'approprier le discours. Plusieurs de ces éléments ne sont pas propres à la lutte aux changements climatiques.

- La terminologie opaque et universitaire peut créer un sentiment d'infériorisation, elle nourrit l'exclusion et la marginalisation intellectuelle.
- La lutte pour la reconnaissance sociale doit être prise en compte. Dans le paradigme néolibéral-consumériste, la reconnaissance «qui se mesure à la grosseur de ton truck» peut être confrontante pour les personnes qui luttent contre les changements

climatiques, mais doit être considérée. Il y a un lien à faire avec le mirage de la richesse et la réalité de la pauvreté.

- Un autre défi concerne les questions de santé mentale. Une personne sur cinq vit un défi de santé mentale majeur, ce qui peut affecter la compréhension du message. Cette réalité ne peut être ignorée.
- Le poids mental des conséquences constitue un autre frein. Pour les personnes qui sont en mode survie, qui luttent pour réussir à manger trois repas par jour, les conséquences des changements climatiques sont impossibles à imaginer. La stratégie de survie exclut que cela soit vrai, ou à tout le moins d'y accorder une grande attention.
- Nos postures généralement anti-militaristes (notamment en réorientation de fonds) peuvent être mal reçues par des personnes, et elles sont nombreuses, interpellées par les luttes pour la dignité des vétérans. Vu les rôles de l'armée, peut-être y songer en termes de conversion, comme les industries fossiles?
- Les personnes en situation de pauvreté se retrouvent exclues de la lutte aux changements climatiques. Elles n'ont pas les moyens de prendre les «bonnes décisions» et elles se font culpabiliser. Aussi, lorsque des mesures collectives de lutte aux changements climatiques sont prises, c'est souvent à leur détriment.
- On note le manque de formation de base en esprit critique, ainsi que le manque de connaissance des milieux naturels.

5.3. DES NŒUDS À DÉNOUER

Au cours de la journée, plusieurs questions complexes ont été soulevées, des questions actuellement non résolues dans lesquelles les positionnements semblent très forts.

La question du capitalisme

Des participant-e-s ont nommé que le capitalisme tient une place centrale dans ce que dénoncent à la fois les groupes sociaux et écologistes. Ainsi, comme l'avancait une participante, toute lutte anticapitaliste ou pour un ordre post-capitaliste est une lutte aux changements climatiques. Toutefois, comme une autre participante l'a soulevée, il existe un certain paradoxe entre le souhait d'élargir la lutte et l'adoption d'une posture anticapitaliste.

Ambiguïté par rapport au rôle de l'État versus le rôle de la communauté

Plusieurs questions se posent par rapport au rôle que nous attendons de l'État, et celles-ci sont inévitables lorsqu'il s'agit de déterminer comment on mène nos luttes. Cela se pose d'autant plus qu'un projet de transition porteur demande du financement. Or, présentement, ce que nous constatons, c'est que les États ne financent pas vraiment une transition énergétique, encore moins une transition qui va dans le sens de l'avancement des droits humains. Pire, ils sont complaisants et financent l'industrie fossile qui semble être très proche des « décideurs ». Le déficit démocratique des États est aussi à considérer, tout comme son ancrage historique colonial.

D'un autre côté, il y a une certaine légitimité à vouloir porter ces questions collectivement. Si on met l'État hors-jeu, comment s'assurer que ce qu'on met en place soit démocratique, qu'il

parte d'une volonté collective? Si le financement est privé, qu'il provient d'individus et de fondations, est-ce que ça correspond à des volontés collectives? Il y a un vide à combler, il n'existe pas d'instance idéale pour mener cette transition.

L'abandon de l'État semble dangereux dans le contexte néolibéral que nous connaissons. Pourrions-nous réimaginer l'État, penser une réappropriation de l'État par le local? Le niveau municipal est-il propice à cet exercice? Il y a de beaux exemples mais aussi une corruption connue. Ce n'est pas simple. L'État n'est pas neutre, il est un vecteur de changements. Présentement il participe à des changements très inquiétants, mais le potentiel demeure pour d'autres vocations.

La question de la «classe moyenne»

Les intérêts de la classe moyenne ont fait l'objet de quelques échanges. Des participant-e-s considèrent que la lutte aux changements climatiques est présentement menée par la classe moyenne ou élevée et se fait avec ses intérêts particuliers, tant au niveau national qu'international, et ce au détriment des personnes plus démunies. D'autres considèrent que la classe moyenne, contrairement à la bourgeoisie, est une construction, que le revenu ne peut pas être le seul déterminant de cette analyse.

5.4. ACCÉLÉRATEURS DE CONVERGENCES

Alors que la dégradation de l'environnement et des conditions sociales s'accélèrent, il est urgent d'accélérer nos convergences. Plusieurs idées en ce sens sont ressorties au cours de la journée.

Miser sur la prospective et l'innovation sociale

La prospective amène des espaces d'innovation hors silos. Elle a le potentiel de donner un sens à nos luttes et de rassembler plus largement à l'extérieur des seuls cercles militants. Si on peut fournir de l'inspiration pour visualiser le futur post-fossile, cela permettrait de sortir du marasme et se donner du souffle. La lutte pour une alternative est à contre-courant du «no alternative». L'enjeu récurrent de ressources à consacrer à la prospective doit ainsi être relevé. Dans ce travail de prospective, les alliances avec les universités (ex: services aux collectivités de l'UQAM, partenariats en recherche-action) sont à explorer.

L'innovation sociale nous permettrait de bâtir des rapports de force là où nous avons les coudées franches, et réinventer les économies locales et nationales. Nous pourrions par ailleurs cibler quelques villes/régions pour des projets pilotes (ex: Témiscamingue, laboratoires écosociaux à Montréal).

Besoins culturels

La notion d'avenir est devenue sombre. Cela pose des enjeux au niveau de l'imaginaire, qui participe de la création de l'audace politique. Plus concrètement, on suggère par exemple de créer un répertoire d'outils qui vont dans ce sens, comme la vidéo «Demain».

Nécessité d'une méta analyse, au-delà de nos luttes sectorielles

Pour sortir des luttes individuelles et sectorielles, une méta analyse est nécessaire. Pour cela, nous gagnerions à partir d'analyses qui ont une longue histoire, telles que le cadre

d'analyse du féminisme intersectionnel, des droits humains et de l'écologie sociale. On nomme aussi les analyses d'inégalités et d'impacts sociaux et «pour une stratégie globale d'émancipation».

Développer des pratiques de convergence

Plusieurs pistes sont suggérées pour améliorer nos pratiques organisationnelles. Il est ainsi proposé de miser sur l'humilité et l'honnêteté à la fois à l'échelle des organisations qu'à l'échelle militante. Comment fait-on pour s'offrir une critique en cadeau, pour que ces critiques soient constructives?

Comment surmonter la compétition entre les groupes dans un contexte de difficultés financières? Il est proposé de nommer les enjeux politiques liés à la compétition entre les mouvements et organisations, et de valoriser la diversité des territoires de lutte.

Une idée qui est proposée est de créer un modèle similaire à «Creative Commons» (cc), mais dont le symbole serait «cl», pour «conjugaison des luttes». Les organisations pourraient s'identifier dans ce symbole commun, qui serait une référence nous permettant de connaître le niveau de partage désiré et les limites. Cela pourrait mener par exemple à un partage des opportunités de financement, pouvant aller jusqu'à la décision pour des organisations de ne pas déposer de demandes. Il serait aussi utile d'avoir une cartographie interdisciplinaire des stratégies et des actions, pour identifier les lacunes et convergences.

Un autre enjeu majeur au niveau des pratiques organisationnelles est celui de l'exclusion. Il faut inclure les personnes exclues, en diapason avec la lutte à la pauvreté: cela doit se traduire par une amélioration concrète des conditions de vie des personnes pauvres. Et ce très rapidement, car pour elles chaque jour est un défi. Nous devons aussi comprendre les freins à la mobilisation pour les personnes qui vivent l'exclusion au quotidien. La lutte contre les rapports de pouvoir doit se faire autant dans nos pratiques que dans nos revendications.

Communication et éducation

Il est proposé de revoir notre façon de communiquer, d'éduquer par les mots, d'utiliser un langage accessible. Nous devons adapter le discours et le ramener au niveau de ce que les gens vivent, accorder une place importante aux milieux de vie, aux réalités spécifiques. Pour l'instant, la destruction de la terre et de l'environnement sont plus concrets que les changements climatiques.

Il faut faire de l'éducation populaire dans les groupes de base pour motiver, depuis la base, à converger (exemple des inondations des quartiers populaires à Gatineau).

Solidarité internationale et colonialisme

La solidarité internationale apparaît comme nécessaire. Le recours à des exemples internationaux peut ouvrir une voie à la réduction de la compétition entre les groupes mais aussi aider synthétiser des enjeux complexes. De plus, s'inspirer de stratégies ayant cours dans d'autres pays va dans le sens d'une nécessaire décolonisation de nos relations.

Les pratiques décolonisantes avec les Peuples autochtones dans des démarches pour revisiter nos modes de vie au sens collectif semblent porteuses de potentiel mais aussi incontournables, et ce de façon transversale.

5.5. DOSSIERS CONCRETS SUR LESQUELS NOUS POURRIONS COLLABORER ENSEMBLE

Plusieurs dossiers sont ressortis comme angles potentiels de convergence entre les luttes pour les changements climatiques et les luttes pour les droits humains. Voici certains que nous avons relevés :

- Relations entre migrant-e-s économiques et climatiques, liens avec les luttes anti-racistes;
- Tarification sociale du transport pour les personnes à faible et très faible revenu;
- Marchandisation de l'agriculture et enjeux de droits dans la production, l'accès et la distribution;
- Conditions de travail et droit à un niveau de vie suffisant dans un contexte de transition;
- Transition juste.

5.6. DES IDÉES TRÈS CONCRÈTES À PLUS COURT TERME

Plusieurs idées très concrètes, qui pourraient être mises en place à court terme, ont été lancées :

- S'inviter dans nos activités existantes, quand les intérêts convergent;
- continuer à diversifier le membership du Front commun pour la transition énergétique et créer des ponts avec d'autres coalitions dont la Coalition Mains rouges;
- Intervention dans le cadre du G7;
- Organiser une grande conférence sur la transition, qui pourrait se clore par une action spectaculaire;
- Créer un outil d'analyse en quelques pages, sur l'écologie et la justice sociale, s'inspirer de la campagne «10 milliards de solutions» de la Coalition Mains rouges, partir des récits et de la parole vécue;
- Co-écrire des articles;
- Développer des éléments de programmes/plan d'action qui rallient des éléments de plusieurs de nos luttes;
- Trouver des exemples de revendications partagées;
- Créer des alliances pour aller chercher des ressources pour avancer nos idées;
- Participer à la consultation de Transition énergétique Québec et autres occasions similaires pour sortir du cadre très technique et apporter d'autres analyses.

6. CONCLUSION

Par cette journée de réflexion, la LDL souhaitait créer une occasion de réfléchir collectivement aux liens entre la lutte aux changements climatiques, la transition et les droits économiques, sociaux et culturels, ainsi qu'aux alliances possibles sur ces questions. La journée a permis de nous réunir entre personnes engagées dans différents milieux et de nous approprier ces liens importants et trop peu souvent abordés dans la société. Elle a aussi permis de faire ressortir plusieurs pistes pour développer des alliances et des pratiques de convergence qui s'avèrent nécessaires.

Les participant-e-s ont souligné avoir apprécié la qualité, l'authenticité de la rencontre, la convivialité de l'espace, la diversité des personnes présentes, la bienveillance dans l'animation, le croisement de savoirs et la possibilité d'échanger en dehors des mandats organisationnels. L'enthousiasme était sincère mais il demeure une certaine perplexité au sujet de la convergence des luttes, considérant les expériences difficiles passées.

Réunir des personnes de différents secteurs dans le contexte où chacun-e est confronté-e à des enjeux urgents et des ressources limités, voilà qui était un grand défi que nous nous étions donnés et que nous sommes très heureuses et heureux d'avoir pu relever. Cela n'aurait pas été possible sans la générosité des intervenantes et des participant-e-s, qui ont consacré leur temps, effectué un grand trajet dans certains cas, et ont participé aux échanges avec beaucoup d'engagement et de respect. Nous tenons à remercier toutes les participantes et les participants pour leur audace.

Il est certain qu'une telle journée crée des attentes, auxquelles nous ne serons pas en mesure de répondre seul-e-s à la LDL. Par rapport aux actions à venir, le souhait a été exprimé de sortir de l'événementiel et d'éviter de se redire la même chose chaque année. Plusieurs idées de suites sont ressorties tout au long de la journée. La LDL ne s'était engagée qu'à produire ce bilan de la journée, mais nous restons très intéressé-e-s par ces questions et tiendrons les participant-e-s au courant si nous prévoyons d'autres interventions ou activités. Le Réseau québécois des groupes écologistes, pour sa part, continuera à intervenir au sein du Front commun pour la transition énergétique et de contribuer à l'avancée des perspectives de justice sociale. Il invite les organisations sociales à se joindre à ces réflexions.

7. QUELQUES RESSOURCES POUR EN SAVOIR PLUS

Outil de réflexion de la Ligue des droits et libertés, «Changements climatiques, transition et droits humains: Quelques questions et pistes de réflexion», paru en 2016

http://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/transition_droits_humains_final_20161201.pdf

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur les liens entre les changements climatiques et les droits de l'homme

[https://documents-dds-](https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G09/103/45/PDF/G0910345.pdf?OpenElement)

[ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G09/103/45/PDF/G0910345.pdf?OpenElement](https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G09/103/45/PDF/G0910345.pdf?OpenElement)

Rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement sur les changements climatiques et les droits humains

<http://www.unep.org/NewsCentre/default.aspx?DocumentID=26856&ArticleID=35630>

Document produit par Justice Climatque Montréal en 2014 qui propose un cadre d'analyse de justice climatique face aux projets d'oléoducs et aux changements climatiques

<http://justiceclimatiquemontreal.ca/files/CJM-Communique-FR-v2.pdf>

Rapport d'OXFAM *Inégalités extrêmes et émissions de CO₂*, paru en 2015

https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/mb-extreme-carbon-inequality-021215-fr.pdf

Projet de recherche « Intégration du genre aux enjeux de changements climatiques au Québec»

<https://genreccquebec.wordpress.com/>

Manifeste Leap, «un bond vers l'avant» <https://leapmanifesto.org/fr/un-bond-vers-lavant/>

KLEIN, Naomi. 2015. *Tout peut changer : capitalisme et changements climatiques*. Montréal, Lux Éditeur, 650 p.

COMBES, Maxime. 2015. *Sortons de l'âge des fossiles! Manifeste pour la transition*. Paris, Éditions du Seuil, 284 p.

Volume 30 de la revue *Caminando* du CDHAL, «Résistances féministes et populaires, Alternatives à l'extractivisme», 2015

<http://www.cdhal.org/caminando/resistances-feministes-et-populaires-alternatives-a-lextractivisme/>

Numéro 777 de la revue *Relations*, «Halte au capitalisme vert», 2015

<http://www.cjf.qc.ca/fr/relations/enkiosque.php?idp=141>

Numéro 71 de la revue *À Babord*, «Transition écologique. Le grand virage», 2017

<https://www.ababord.org/Sommaire-du-numero-71>